

Washington est complice du génocide de Gaza

Le 19 Mars 2024 par Priti Gulati et Stan Cox <https://tomdispatch.com/armed-by-washington-israel-trashes-the-genocide-convention/>

Suivez Tom Dispatch sur Twitter et rejoignez-nous sur Facebook. Découvrez les nouveaux livres de Dispatch, le nouveau roman dystopique de John Feffer *Songlands* (Terres de chants) (le dernier de sa série *Splinterlands*), le roman de Beverly Gologorsky *Everybody Has a Story* (Tout le monde a une histoire), et de Tom Engelhardt *A Nation Unmade by War* (Une nation défaite par la guerre), ainsi que d'Alfred McCoy, *In the Shadows of the American Century: The Rise and Decline of U.S. Global Power* (Dans l'ombre du siècle américain : L'ascension et le déclin du pouvoir planétaire américain) ; de John Dower, *The Violent American Century: War and Terror Since World War II* (Le siècle de violence américaine : guerre et terreur depuis la seconde guerre mondiale), et d'Ann Jones, *They Were Soldiers: How the Wounded Return from America's Wars: The Untold Story*. (Ils étaient soldats : comment les blessés sont revenus des guerres américaines : l'histoire non racontée). [aucun de ces livres n'est traduit en français, NdT]

Priti Gulati Cox (@PritiGCox), collaboratrice de TomDispatch, est artiste et écrivaine. Son travail a été publié dans Countercurrents, CounterPunch, Salon, Truthout, Common Dreams, the Nation, AlterNet, etc. Pour voir ses œuvres, rendez-vous sur occupiedplanet.com.

Stan Cox, fidèle contributeur de TomDispatch, est l'auteur de *The Path to a Livable Future: A New Politics to Fight Climate Change, Racism, and the Next Pandemic* ; *The Green New Deal and Beyond : Ending the Climate Emergency While We Still Can* ; et de la série climatique *In Real Time* publiée par City Lights Books. Retrouvez-le sur Twitter à l'adresse @CoxStan.



Coalition Arrêtez la Guerre (Source: Alisdare Hickson via Flickr)

Avec le soutien de Washington, Israël bafoue la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Arrêtez de faire comme si la tragédie de Gaza était une Catastrophe naturelle. Voilà pratiquement deux mois que la Cour internationale de justice a donné l'ordre à Israël de cesser de tuer les Gazaouis et de détruire leurs moyens de subsistance.

Revenons donc en arrière et demandons-nous (1) comment Israël a réagi à ces «ordres» et (2) avec quelle intensité l'administration Biden a fait pression sur Israël pour que ces ordres soient suivis d'effet. Attention spoiler: les réponses brèves sont (1) pas terrible et (2) pas vraiment.

Le gouvernement américain a fourni (<https://www.washingtonpost.com/national-security/2024/03/06/us-weapons-israel-gaza/>) la plupart des armements et des technologies de ciblage utilisés pour tuer des milliers de Gazaouis tout en réduisant un grand nombre d'entre eux à l'état de réfugiés via la destruction de leurs maisons, leurs bureaux, leurs écoles et leurs hôpitaux.

De plus, l'administration Biden n'a pas menacé de retirer son soutien alors qu'Israël bloquait les livraisons de nourriture et de carburant indispensables à la bande de Gaza, qui s'étend sur 40 km. Elle continue également d'opposer son veto aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies qui obligerait Israël à rendre des comptes.

Et le président Biden, en dépit d'un discours de plus en plus changeant, continue de soutenir le Premier ministre Benjamin Netanyahu et les Forces de défense israéliennes (FDI), bien que celles-ci aient ignoré les ordres de la Cour internationale et qu'elles continuent de commettre des atrocités.

L'ordre d'arrêter les massacres est bafoué

Le 26 janvier dernier, la Cour internationale de justice a rendu un arrêt dans une affaire (<https://static01.nyt.com/newsgraphics/documenttools/e9d8337ab5ae1d92/72977573-full.pdf>) portée par la République d'Afrique du Sud accusant Israël de génocide. Elle a donné l'ordre à Israël de «veiller avec effet immédiat à ce que son armée ne commette plus aucun des actes décrits» dans la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide.



De la fumée s'élève après des bombardements israéliens à Khan Younis, dans le sud de la bande de Gaza, mercredi 17 janvier 2024 (Mohammed Dahman/AP)

La première ordonnance du tribunal interdit de «tuer des membres» de la population palestinienne ou de leur «causer des dommages corporels ou mentaux graves». Quelle a été la réaction d'Israël? Il faut savoir qu'entre la fin décembre 2023 et le 21 janvier de cette année, Tsahal a tué environ cinq mille Palestiniens, ce qui porte déjà le nombre de morts dans la bande de Gaza à plus de vingt cinq mille.

L'ordonnance du tribunal, rendue quelques jours plus tard, ne devait avoir pratiquement aucun effet. Plus de cinq mille autres Palestiniens ont été tués avant la fin du mois de février, ce qui a porté le nombre de morts à plus de trente mille (<https://www.npr.org/2024/02/29/1234159514/gaza-death-toll-30000-palestinians-israel-hamas-war>).

Au cours du mois qui a suivi la décision, les troupes israéliennes ont, à plusieurs reprises tué ou blessé des civils qui

fuyaient ou s'abritaient dans des zones que les FDI avaient présentées comme des «zones de sécurité». Ainsi, lorsque, le 12 février, l'aviation israélienne a attaqué quatorze maisons et trois mosquées dans la ville de Rafah, au sud de Gaza, tuant soixante sept Palestiniens, certains des survivants ont déclaré aux journalistes qu'ils se trouvaient à l'intérieur de tentes dans un camp de réfugiés.

De même, le 22 février, des avions de guerre israéliens ont frappé une zone résidentielle dans le centre de Gaza, tuant quarante civils, principalement des femmes et des enfants (<https://www.middleeasteye.net/news/israel-bombs-kill-wound-palestinians-deir-balah-massacre>), et en blessant plus de cent.



Des Palestiniens se recueillent devant les corps de personnes tuées lors d'un bombardement israélien, avant de les enterrer dans une fosse commune dans la ville de Khan Younis, dans le sud de la bande de Gaza, le 22 novembre (Mohammed Dahman/AP)

Pire encore, l'administration Biden a permis cette folie meurtrière en approuvant une centaine de ventes de matériel militaire à Israël depuis le début du conflit en octobre. Comme l'a déclaré un ex-officiel du gouvernement au *Washington Post*: «cela représente un nombre exceptionnel de ventes pour une période aussi courte, ce qui laisse fortement entendre que la campagne israélienne ne pourrait pas se poursuivre sans ce niveau de soutien de la part des États-Unis».

En d'autres termes, l'épine dorsale de la guerre contre Gaza porte une étiquette: «Made in USA». Au cours de la décennie qui a précédé le 7 octobre 2023, comme l'a rapporté l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, les deux tiers des importations d'armes d'Israël provenaient des États-Unis. (De 1950 à 2020, la part des États-Unis atteignait le taux impressionnant de 83% <https://www.aljazeera.com/news/2021/6/4/infographic-what-you-need-to-know-about-israels-military>).

Au cours des seuls deux premiers mois de la guerre, l'administration Biden a envoyé deux cent trente avions-cargo et vingt navires remplis de matériel militaire à Israël, dont cent bombes BLU-109 (des bombes d'une tonne conçues pour percer les structures en béton avant d'exploser), cinq mille quatre cents MK84 et cinq mille MK82, mille bombes GBU-39, trois mille kits de guidage de bombes JDAM et deux cents «drones kamikazes».

Ces bombes puissantes, rapporte *Al Jazeera*, « ont été utilisées dans certaines des attaques les plus meurtrières

menées par Israël contre la bande de Gaza, notamment une frappe qui a rasé un immeuble d'appartements dans le camp de réfugiés de Jabalia, tuant plus de cent personnes». Ce genre d'engins a été largement utilisé lors des guerres américaines en Irak et en Afghanistan, mais jamais dans des endroits aussi densément peuplés que les villes de la zone de Gaza.

Des sources israéliennes ont tenté de justifier ce nombre élevé de victimes en insistant sur le fait qu'il était nécessaire de tuer l'un des dirigeants du Hamas. Si c'est le cas, il s'agit d'un ratio de cent pour un, ou d'une sorte de punition collective financée par nos impôts.



Palestiniens blessés à l'hôpital après des frappes aériennes israéliennes sur des immeubles résidentiels à Deir al-Balah, au centre de la bande de Gaza, le 22 février 2024 (Majdi Fathi/NurPhoto via Reuters).

Pire encore, notre armée semble avoir participé directement aux opérations de Tsahal. Selon Ken Klippenstein et Matthew Petti, *de The Intercept* (<https://theintercept.com/2024/01/11/israel-air-force-targeting-intelligence/>), le ministère de la défense a fourni des renseignements par satellite et des logiciels pour permettre de trouver et atteindre des cibles dans la bande de Gaza.

Une «équipe de liaison de la défense aérienne», rapportent-ils, s'est même rendue en Israël en novembre dernier pour apporter son aide en matière de ciblage, ajoutant: «Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, l'administration Biden a effectué des missions de surveillance par drone au-dessus de Gaza».

Et même alors, certains membres du gouvernement de Netanyahu ont estimé que ce n'était pas suffisant. Lorsque le président Biden a mis en garde contre l'envoi de forces israéliennes dans la ville de Rafah, dans le sud de Gaza, où des centaines de milliers de réfugiés étaient rassemblés, le ministre des finances d'extrême droite, Bezalel Smotrich, a exprimé sa position ainsi: «Les pressions américaines ou la crainte de blesser des civils ne doivent pas nous empêcher d'occuper Rafah et de détruire le Hamas».

Les otages israéliens détenus par le Hamas servent de prétexte pour justifier tout ça, mais la seule façon pour les libérer serait de négocier, comme Israël l'a fait avec succès (<https://www.aljazeera.com/news/2023/11/24/hamas-releases-25-captives-amid-israel-truce-heres-whats-to-know>) l'automne dernier, et non d'essayer d'« éradiquer le Hamas de la surface de la terre» (<https://www.youtube.com/watch?v=0PIgoDom4y0>).

Dans le cadre de leur campagne, les Israéliens bombardent principalement (<https://www.nbcnews.com/news/world/israel-hamas-war-children-starving-famine-warning-death-destruction-rcna141813>) des sites civils, en effet ils hésitent à se frayer un chemin (<https://www.aljazeera.com/news/2023/11/9/analysis-how-would-israel-find-map-take-and-keep-gazas-tunnels>) à travers le vaste réseau fortifié de tunnels à partir duquel l'aile militaire du Hamas, les brigades Qassam, a opposé une incroyable résistance à l'invasion, en grande partie grâce à des armes qu'ils ont fabriquées eux-mêmes, et à des munitions recyclées à partir de projectiles non explosés largués lors d'attaques israéliennes antérieures.



Un officier de l'armée israélienne fait visiter à des journalistes un tunnel prétendument utilisé par des combattants palestiniens pour des attaques transfrontalières, le 25 juillet 2014 [Jack Guez/AP Photo].

Conditions de vie (et de mort)

Dans la deuxième de ses ordonnances, la Cour internationale de justice interdit «la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle, et les mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe».

Le gouvernement Netanyahu et les FDI ont aussi fait fi de cette directive. Au cours du mois qui a suivi la décision, les troupes israéliennes ont continué d'assiéger les hôpitaux de Gaza (<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2024/02/22/the-wrecking-of-gazas-health-system-goes-beyond-its-hospitals>), paralysant complètement, voire détruisant, son système de santé, en particulier deux de ses installations les plus importantes: l'hôpital al-Shifa dans le nord et l'hôpital Nasser dans le sud.

Avant d'être mis hors service à la mi-février, l'hôpital Nasser était l'un des derniers à fonctionner encore, sous une forme ou une autre. Sans surprise, l'Organisation mondiale de la santé a depuis lors signalé une augmentation considérable des infections respiratoires, des cas de diarrhée, de varicelle, de jaunisse, d'éruptions cutanées et de gale, entre autres horreurs.

En outre, les forces armées israéliennes ont créé des conditions invivables en entravant l'aide alimentaire entrant dans le territoire et en détruisant les bateaux des petits pêcheurs, les serres et les vergers de la région. Voilà la formule pour une famine de masse.

Michael Fakhri, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, [a déclaré](https://www.theguardian.com/world/2024/feb/27/un-israel-food-starvation-palestinians-war-crime-genocide) (<https://www.theguardian.com/world/2024/feb/27/un-israel-food-starvation-palestinians-war-crime-genocide>) au *Guardian* fin février: «La vitesse à laquelle se développe la malnutrition chez les jeunes enfants est également ahurissante. Les bombardements et les tueries directes sont certes cruels, mais la famine, l'émaciation et le retard de croissance des enfants sont des formes de tortures et d'ignominie».

À peu près dans le même temps, l'UNICEF a annoncé que 90 % des enfants de moins de cinq ans (<https://www.theguardian.com/world/live/2024/feb/20/middle-east-crisis-live-israel-gaza-yemen-houthi-lebanon-hague-court-justice?>) à Gaza ne consommaient que «deux groupes alimentaires ou moins quotidiennement», ce qui correspond

à la définition de «grande pauvreté alimentaire».

Un pourcentage à peu près équivalent souffrait de maladies infectieuses, le plus souvent de diarrhée, ce qui ne faisait qu'exacerber la malnutrition. Le 17 mars, le principal groupe mondial de suivi des urgences alimentaires a indiqué que la famine «est désormais annoncée et imminente» dans le nord de Gaza dans les six semaines à venir, et que «la moitié de la population de la bande de Gaza (1,1 million de personnes) devrait être confrontée à des conditions catastrophiques », la famine et la mort devant se généraliser.

Il ne faut pas oublier que, selon les conventions de Genève, affamer des civils ou «attaquer, détruire, enlever ou rendre inutilisables les objets nécessaires à la survie des civils» constituent un crime de guerre. L'attaque d'un hôpital (<https://www.nytimes.com/by/amanda-taub>) peut également constituer un crime de guerre.

Dans ce contexte, voici une hypothèse de réflexion: Que feraient le président Biden et ses hauts fonctionnaires s'ils soupçonnaient un autre pays de commettre des actes dont ils savent qu'ils pourraient entraîner la mort massive de civils par famine et maladie ? Fourniraient-ils encore davantage d'armes ?



Des Palestiniens attendent de l'aide humanitaire sur une plage de la ville de Gaza, dimanche 25 février 2024 (AP Photo/Mahmoud Essa, File)

Au mépris des injonctions de la Cour internationale, et sans se laisser intimider par les légers hochements de tête de Washington, l'armée israélienne inflige également des «conditions de vie» intolérables en s'attaquant à l'approvisionnement en eau de la bande de Gaza.

Les livraisons de carburant étant bloquées par les Israéliens, les habitants ne sont plus en mesure de faire fonctionner les usines de désalinisation qui produisent une grande partie de l'eau dans la bande de Gaza. En conséquence, à la fin du mois de février, l'approvisionnement en eau avait chuté à 7% de son niveau d'avant-guerre.

Désespérés, de nombreux habitants de Gaza, en particulier les enfants, ont été contraints de se tourner vers des sources d'eau polluée, ce qui les expose à des risques de maladies gastro-intestinales graves, alors que les hôpitaux en état de marche pour les soigner font défaut.

Israël viole également l'interdiction de la Cour internationale des droits humains relative aux «mesures visant à entraver les naissances», les femmes enceintes étant considérées comme particulièrement vulnérables à la privation de nourriture qui constitue désormais la règle générale de la vie à Gaza.



Des Palestiniens font la queue pour obtenir de la nourriture à Rafah, Gaza, 25 février 2024 (Photo: Abed Zagout via Al-Qods News Network)

À la clinique de Deir al Balah, en février dernier, dans le centre de Gaza, une parturiente sur cinq (<https://www.theguardian.com/world/2024/feb/28/one-in-five-pregnant-women-in-gaza-clinic-are-malnourished-doctors-warn>) était suivie pour malnutrition, ce qui inquiète profondément les médecins, car toute mère souffrant de malnutrition portera un fœtus dénutri (avec de terribles perspectives pour les deux).

Par ailleurs, le Fonds des Nations unies pour la population signale que le taux de fausses couches est plus élevé qu'avant la guerre, tandis que les médecins sont contraints de pratiquer des césariennes d'urgence sans anesthésie, ce qui représente un risque élevé tant pour les mères que pour les enfants.

Fumée et parachutes

La troisième injonction de la Cour internationale de justice était de «permettre la fourniture des services de base et de l'aide requis de toute urgence afin de remédier aux difficiles conditions d'existence auxquelles sont soumis les Palestiniens de la bande de Gaza. Les dirigeants israéliens en font également abstraction, ou peut-être ont-ils simplement réinterprété le terme «permettre» pour lui donner le sens de «contrecarrer».

En janvier, avant l'ordonnance du tribunal, Tsahal autorisait l'entrée quotidienne d'environ cent quarante camions d'aide via les points de contrôle de Gaza, au lieu des cinq cents de la période précédant la guerre. Pour que les besoins des habitants de Gaza soient pleinement satisfaits, ce flux d'aide aurait dû être fortement augmenté.

Au lieu de cela, les Israéliens ont *réduit* le nombre de camions autorisés à entrer dans la bande de Gaza à seulement quatre vingt seize (<https://www.nytimes.com/2024/03/01/world/middleeast/gaza-aid-decline.html>) par jour en février, alimentant littéralement les craintes de famine (<https://www.theguardian.com/commentisfree/2024/mar/06/colleagues-starvation-gaza-no-precedent-famine>).

Pour ne rien arranger, des groupes de civils israéliens ont bloqué les convois d'aide, certains en s'allongeant sur le sol devant les camions. En une seule journée de février, cent trente camions ont été bloqués et les FDI n'ont fait aucun effort pour dissuader les manifestants.



«Il n'y a pas assez de couveuses, au moins 4 bébés en partageant une seule » explique le Dr Ahmed Al Shaer, pédiatre à la maternité Al-Helal Al-Emirati «Malheureusement, la plupart meurent». (UNFPA /Palestine/Bisan Ouda)

L'Association des agences internationales de développement a signalé que, même lorsque leurs camions franchissaient les postes-frontières du sud, la plupart d'entre eux ne parvenaient pas à atteindre les parties centrales ou septentrionales de la bande, y compris la ville de Gaza, parce qu'ils étaient «entravés par les opérations militaires israéliennes, dont des bombardements incessants et des fermetures des points de contrôle».

L'incident le plus tristement connu de refus d'aide s'est produit le 27 février, lorsqu'au moins cent dix huit Palestiniens ont été tués après que les forces israéliennes ont ouvert le feu sur une foule de gens dans la ville de Gaza alors que, attendant près d'un convoi de camions, ils essayaient d'obtenir de la nourriture.

La plupart des victimes de ce «massacre de la farine» (<https://electronicintifada.net/content/when-israel-slaughtered-starving/44971>) semblent avoir été tuées soit par les soldats de Tsahal tirant depuis des chars, soit dans les mouvements de foule alors que les gens tentaient désespérément d'échapper aux tirs.



Des Palestiniens courent vers des colis alimentaires attachés à des parachutes largués par des avions américains sur une plage de la bande de Gaza, le 2 mars 2024 (Photo : AFP via Getty Images)

L'administration Biden n'a pas réagi à ces accidents comme elle l'aurait dû, c'est-à-dire en menaçant d'interrompre le financement de la guerre et les fournitures à Israël, comme elle avait auparavant suspendu (<https://time.com/6589373/us-suspends-funding-unrwa-hamas-staff-involvement-claims/>) le soutien financier à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), principal fournisseur de nourriture, d'eau et

d'abris de Gaza avant la guerre.

La raison: des allégations qui voudraient que certains membres palestiniens du personnel de l'UNRWA auraient, par le passé, aidé le Hamas. Aujourd'hui cependant, *Reuters* et le *Times of Israel* indiquent que plusieurs membres du personnel de l'agence libérés après leur détention par Israël ont été contraints par la force à «admettre» leur appartenance au Hamas (https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/unrwa-report-says-israel-coerced-some-agency-employees-to-falsely-admit-hamas-links/), ils ont été battus, soumis à des simulations de noyade, les membres de leur famille ont été menacés. (L'aide américaine à l'UNRWA continue d'être suspendue).

Au lieu de soumettre le gouvernement Netanyahu à une pression plus forte que jamais pour qu'il autorise une aide plus importante, l'administration Biden a décidé d'organiser un spectacle aérien en larguant des palettes de nourriture au dessus de la bande de Gaza à partir d'avions militaires.

Les organisations humanitaires ont dénoncé ces largages comme n'étant rien de plus que des «gesticulations» (<https://www.theguardian.com/world/2024/mar/01/gaza-airdrop-food-aid-us-biden>) dénuées de sens ou une «mise en scène théâtrale de la cruauté» (<https://www.commondreams.org/opinion/gaza-airdrop-aaron-bushnell>).

Un imposant avion cargo C-130 ne peut transporter que l'équivalent d'un ou deux camions d'aide. Et pour une dépense dépense similaire, ces largages ne peuvent livrer qu'un huitième ou un dixième de la quantité de nourriture livrée par un convoi de camions. Pire encore, les tonnes de marchandises larguées peuvent s'avérer mortelles.

Lors d'un largage au-dessus d'un camp de réfugiés sur la côte nord de Gaza le 8 mars, un parachute ne s'est pas ouvert et la palette lourdement chargée a piqué sur un groupe (<https://www.theguardian.com/world/2024/mar/08/gaza-aid-airdrop-kills-civilians-when-parachute-fails-to-open-witness-says>) d'adultes et d'enfants qui observaient le largage depuis un toit. Cinq d'entre eux ont été tués et dix autres blessés.



Le corps d'une victime du massacre de la farine à l'hôpital al-Shifa dans la ville de Gaza (Malik AtallahXinhua News Agency)

Pour Netanyahu and Co. , les ordres émis par la Cour internationale de justice ont eu autant d'impact qu'une piqûre de moustique. Et les États-Unis, qui pourraient exercer plus de pression sur Israël que n'importe quel autre pays, se sont abstenus de toute action conséquente.

Le président Biden et d'autres responsables continuent d'agir comme s'ils n'étaient que des spectateurs et que le carnage

à Gaza était causé par quelque catastrophe naturelle aléatoire. Nous ne sommes pas des experts en politique, mais il nous semble que tout dirigeant national doté d'un sens aigu de la justice, de ce que sont le bien et le mal, ferait tout ce qui est nécessaire pour mettre fin à un génocide comme celui qui se déroule actuellement à Gaza.

Elle ou il menacerait tout au moins de mettre fin à tout soutien militaire à Israël et ferait pression sur les autres pays fournisseurs pour qu'ils en fassent de même. Elle ou il s'efforcerait de contraindre Israël à laisser les camions d'aide poursuivre leur route et permettre ainsi aux Palestiniens de décider de leur propre sort.

Malheureusement, nous ne parlons pas là de nos dirigeants. Pour l'instant, les Palestiniens restent piégés dans un cauchemar illustré avec éclat par une photo récente (<https://youtu.be/Ws-ZrhzHbTI>) montrant des palettes d'aide alimentaire parachutées au dessus de la terre de Gaza alors que des panaches de fumée provenant des frappes aériennes israéliennes s'élèvent, montant à leur rencontre, et pourtant, que ce soit cette nourriture ou ces munitions, ce sont des cadeaux des États-Unis d'Amérique.

Copyright 2024 Stan Cox et Priti Gulati Cox